

**Projet de loi de finances pour 2019 -  
Audition du secrétaire général du  
ministère de l'Europe et des affaires  
étrangères, devant la Commission  
des affaires étrangères, de la défense  
et des forces armées du Sénat**  
(Paris, 03 octobre 2018)

Je vous remercie de l'attention que vous portez au ministère de l'Europe et des affaires étrangères. J'ai le plaisir de revoir nombre d'entre vous que j'ai rencontrés lors de mes différents postes. Je m'exprimerai dans la plus absolue confiance sur la transformation du ministère.

C'est une réforme de plus, après la révision générale des politiques publiques (RGPP) et la modernisation de l'action publique (MAP), dans lequel il y a une dimension supplémentaire : l'ensemble des moyens de l'Etat est pris en compte dans la démarche Action publique 2022. Nous avons fait des propositions dans un triple but : rationaliser les moyens de l'Etat, moderniser, rendre un meilleur service public à l'usager.

Le Comité Action publique 2022 rassemblait des personnalités d'influence, qui ont apporté un regard extérieur sur le ministère des affaires étrangères. Un sous-comité sur le régalién comprenait Mme Véronique Bédague-Hamilius, M. Ross McInnes, président du conseil d'administration de Safran, M. Philippe Josse, conseiller d'Etat, M. Axel Dauchez, ancien directeur de Deezer, très actif dans la Station F. Une puis deux versions de transformation du Quai d'Orsay ont été rédigées, et le ministère a eu un débat contradictoire avec le Comité Action publique. Le ministre a ainsi fait des propositions au Premier ministre, qui a réalisé des arbitrages au printemps 2018. Le Premier ministre, à l'occasion de la Conférence des ambassadeurs et ambassadrices, a annoncé une réorganisation des modes de gestion des réseaux de l'Etat - et non seulement des réseaux du seul ministère des affaires étrangères - à l'étranger, par la création d'une agence de l'Etat à l'étranger. Elle renforcera le rôle du ministère dans le pilotage de l'action extérieure.

Nous avons commencé à travailler pour renforcer concrètement le décret de novembre 1979 sur les pouvoirs des ambassadeurs. Il n'y a pas de dispositions réglementaires à ajouter à ce décret, mais il faut donner des soubassements à la réforme. Les fonctions support des ambassades - chauffeurs, secrétaires, interprètes, agents d'entretien - seront regroupées sous un même chapeau. Un rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) de 2003 en avait recensé une quarantaine, très dispersées, qui relèvent de ministères différents avec des statuts différents. En les unifiant sous l'autorité de l'ambassadeur, cela simplifiera la gestion et rationalisera le coût de leur fonctionnement. Je n'en parlerai pas plus car le ministre de l'Europe et des affaires étrangères vous présentera la semaine prochaine le projet de loi de finances pour 2019. Conséquence de ce transfert des fonctions support au ministère des Affaires étrangères, 387 ETP seront versés au Quai d'Orsay avec 15 millions d'euros de frais de fonctionnement. Auparavant, des services communs de gestion avaient été établis dans les

années 2000 pour un début de rationalisation et une mutualisation de certains moyens à la tête de l'ambassade, sans aller toutefois jusqu'au bout.

Deuxième étape, l'ambassadeur va avoir la charge et la responsabilité de constituer son équipe - à la différence d'aujourd'hui. Un chef de pôle diplomatique trouvait à son arrivée des gens en place et qui parfois ne correspondent pas exactement aux missions qui sont prioritaires pour son action : un conseiller social peut être à un certain endroit sans aucune concertation avec les chefs de poste respectifs, ou bien un poste de conseiller agricole avait été supprimé à Londres... Désormais, l'ambassadeur, au titre de son plan d'action, demandera les moyens en personnel qui correspondent, pour tous les réseaux de l'Etat à l'étranger - même si chaque ministère demeure responsable de ses agents. Cela se fera dans un dialogue avec les ministères et le Quai d'Orsay qui chapeaute l'ensemble. C'est une manière de décliner dans les moyens humains le plan d'action, lui-même la déclinaison de la lettre de mission du Premier ministre au ministre et ensuite individualisée selon chaque poste diplomatique. L'institution d'une agence de l'Etat à l'étranger devrait être un progrès pour éviter l'effet silo de chaque administration, pour plus de coordination et d'efficacité de l'action de notre pays.

En contrepartie de ce transfert des fonctions support et la configuration par ambassadeur de son équipe, le Premier ministre nous a demandé des économies, et une réduction de 10% de la masse salariale - et non des effectifs. Auparavant, nous étions le seul ministère à connaître une réduction constante de ses effectifs ; nous n'étions jamais prioritaires, alors que nous sommes un ministère régalien !

Désormais, nous participons à un effort collectif de l'Etat et on nous demande de réduire la masse salariale, en faisant les adaptations nécessaires. Ce changement d'angle permet éventuellement de conserver les effectifs en transformant certains ETP, comme ceux d'expatriés, coûteux, en contrats de recrutement local ou en contrats de recrutement sur place (CRSP) - des recrutés locaux avec une partie de l'indemnité de résidence. Voilà l'objectif, louable ; nous examinons s'il est applicable...

Le gouvernement attend 110 millions d'euros d'économies d'ici 2022 ; le ministère des affaires étrangères en ferait 78 millions d'euros, ce qui correspond à sa part de 80% dans les réseaux de l'Etat à l'étranger. Cette réforme s'appliquera de 2019 à 2022.

En 2019, il nous est demandé un effort de masse salariale de 13 millions d'euros, soit une réduction de 130 ETP, un effort important de 8% des 1 450 ETP qui devraient être supprimés sur l'ensemble du budget de l'Etat - alors que nous ne représentons que 0,7% des effectifs. Nous sommes habitués à fournir des efforts et nous jouerons le jeu. Pour être plus efficaces, nous moderniserons le ministère, notamment par le numérique, qui a permis des économies très importantes. Ces économies se concrétiseront aussi par le transfert en provenance des autres ministères, pour le programme 105, de 387 emplois sur 411 cette année, et le reliquat en 2020. Il nous sera transféré 15 millions d'euros de crédits de fonctionnement. Ce sont uniquement des recrutés locaux, emplois peu coûteux et relevant du droit local.

La réforme nous transfère aussi, dès cette année, l'ensemble du patrimoine immobilier de l'Etat qui n'appartenait pas au ministère des affaires étrangères : 215 biens immobiliers nous seront transférés dès 2019, et les fonctions supports transférées serviront aussi à gérer ce patrimoine

venant notamment des ministères des Finances et de la Défense.

Le ministre a confié à M. Alain Le Roy, ambassadeur de France, une task-force en lien avec Matignon et l'interministériel. Nous avons consulté les ambassadeurs sur la configuration de leurs équipes - l'effort sera étagé entre 2020 et 2022 - et les directeurs d'administration centrale et les directeurs de secteurs géographiques. Certains postes subiront une baisse de la masse salariale de 7%, d'autres de 10%, et d'autres de 13%. Parfois, un petit poste est plus prioritaire qu'un gros poste... Nous allons reconsidérer notre manière de travailler.

Nous aurons plusieurs types de postes : ceux dans un pays en crise ou de sortie de crise, ou dont la fragilité institutionnelle justifie de maintenir intacte l'empreinte française seront le moins impactés, en théorie à 7% ; les postes de présence diplomatique, avec un effectif de trois à cinq personnes - dont l'ambassadeur - ne contribueront pas à l'effort ; les postes de nos principaux partenaires stratégiques, situés dans des pays à intérêt diplomatique fort dans leur environnement régional, seront taxés à 7% ; les grands postes auprès de nos partenaires multilatéraux, les Etats du P5, les postes européens ou certains grands postes de pays émergents seront mis fortement à contribution, avec 13% de réduction des effectifs.

Tout ceci reste encore théorique. Nous avons interrogé nos ambassadeurs de manière individualisée. Nous ne connaissons pas la masse salariale et n'avons pas le droit de la publier ; nous avons seulement des indices - une personne de catégorie C est un indice 100, un conseiller un indice 250... Ces chiffres sont consolidés par les ambassadeurs qui reconstituent ainsi leur masse salariale et estiment comment ils peuvent la réduire de 7 à 13%, proposent des options, et évaluent les conséquences sur leur missions. Avec une diminution de la masse salariale et des effectifs, nous ne pourrions pas poursuivre les mêmes missions. Mais parfois, licencier un agent de recrutement local peut coûter plus cher qu'un expatrié : au Japon, l'indemnité de licenciement correspond à un mois de salaire par année exercée. Nous avons envoyé hier des télégrammes individualisés aux ambassadeurs, et attendons leur retour pour le 15 novembre. Le ministre fera alors ses propositions au Premier ministre, qui arbitrera.

D'ici le 1er janvier 2019, nous devons mettre au point un contrat de gestion avec l'ensemble des ministères pour tenir les étapes successives, année après année. Un "jaune budgétaire" annuel sera consacré à la réforme et à sa mise en oeuvre jusqu'en 2022.

L'AFD est exclue du périmètre, tandis que les opérateurs Business France et Atout France sont concernés, avec une mission demandée par le Premier ministre à l'IGF et à l'Inspection des affaires étrangères sur leur rapprochement. Seront exemptés la Villa Médicis, la Villa Kujoyama, la Casa de Velazquez, l'Ecole française de Rome, organisations prestigieuses, car une réflexion est en cours.

Vous serez informés des principales évolutions. Cet exercice complexe, dont nous essayons de tirer le meilleur, nous amènera à reconfigurer nos équipes et à réorienter nos missions. Nous le ferons en concertation avec la représentation nationale et la Haute Assemblée, pour répondre à nos besoins et fournir un meilleur service public.

M. Christian Cambon, président. - Le concept de réseau universel n'est pas remis en cause ? Il

y a eu des expérimentations, notamment au Koweït, de coopération avec les Allemands, et cette idée semble prospérer.

M. Maurice Gourdault-Montagne. - Nous n'avons pas de missions communes avec les Allemands.

M. Christian Cambon, président. - Mais il existe des services communs ?

M. Maurice Gourdault-Montagne. - Oui, pour partager les coûts. Mais le président de la République et le Premier ministre ont bien rappelé le principe de l'universalité, auquel tient la diplomatie française. Nous sommes membre permanent du Conseil de sécurité. Grâce à ce principe, nous avons obtenu l'élection de Mme Azoulay à l'Unesco, et le renouvellement d'un juge français à la Cour internationale de justice, Ronny Abraham, alors que les Anglais ont perdu leur juge, pour la première fois depuis 1946. Il est très important d'avoir un juge français qui dit et écrit le droit international. Même si ce réseau universel a été paupérisé pour certains aspects, il reste présent. Le drapeau et la présence française sont irremplaçables lorsqu'on négocie une résolution à l'ONU ou qu'on veut rassembler le maximum de partenaires.

La régionalisation de certaines fonctions peut être mise en oeuvre, comme la fonction Visas, exercée à partir d'un centre régional. En Europe, certains types de missions pourraient être exercés à partir de Paris, mais la présence diplomatique est irremplaçable, ce que nous ont confirmé le président de la République et le Premier ministre.

(Interventions des parlementaires)

M. Maurice Gourdault-Montagne. - Monsieur Poniatowski, concernant la baisse de 10% de la masse salariale, des choix ont été opérés par arbitrage du Premier ministre. Nous avons épargné l'AFD pour qu'elle puisse monter en puissance sur la trajectoire de l'aide publique au développement fixée à 0,55% en 2022. À cet effet, une dotation budgétaire d'un milliard d'euros supplémentaire figure dans le budget. Cette politique reflète d'ailleurs les engagements du président de la République en faveur de l'aide publique au développement en Afrique, annoncés lors de son discours d'Ouagadougou.

Pour le reste, l'effort est effectivement considérable. Je ne suis pas en mesure de vous le préciser pour chaque ambassade, mais je peux d'ores et déjà vous indiquer que les ambassadeurs formuleront des propositions et montreront les limites de leur action. Il nous reviendra ensuite de consolider la situation et de voir si nous pouvons tenir l'objectif. Nous reviendrons alors vers vous pour vous exposer notre bilan. Pour l'heure, nous sommes en plein chantier et soumis à des délais très contraints, qui requièrent une énergie considérable de la part de postes diplomatiques déjà très chargés.

Monsieur del Picchia, les moyens culturels sont préservés pour l'année à venir, comme l'avait solennellement promis le président de la République à Tunis et à l'Académie française lorsqu'il a présenté notamment son plan pour la langue française. Ce sont nos feuilles de route, que nous devons assortir des moyens qui nous sont affectés.

S'agissant de la diplomatie économique, une réforme a eu lieu en 2014, à l'occasion de laquelle une convention a été conclue entre le ministère des affaires étrangères et le ministère des finances pour la direction générale du Trésor. Nous avons ensemble, avec le Trésor, la tutelle de certains opérateurs, dont Business France, et la relation est plutôt satisfaisante. La Cour des comptes a examiné le fonctionnement de la direction générale de la mondialisation et, en son sein, de la direction des entreprises. Elle en a déduit qu'il fallait tirer un bilan de ce qui avait été accompli et réécrire la convention ou au moins redéfinir les lignes de partage. Fallait-il aller plus loin avec un transfert total ? Nous ne le pensons pas, car la direction générale du Trésor détient des compétences particulières en certaines matières, telles que les négociations commerciales internationales et le financement des entreprises. En revanche, le suivi des entreprises sur place est réalisé en collaboration étroite entre l'ambassadeur et le service économique de l'ambassade.

Le guichet unique au départ et à l'arrivée est un projet central pour nous. Business France est à la manoeuvre sous contrôle étroit de notre ministre ; l'idée est d'avoir un point d'entrée dans chaque région, à charge pour celle-ci de le désigner. L'opérateur est en train de mettre au point une plate-forme d'accès pour les PME désireuses d'exporter. Pour financer ce projet, nous souhaitons bénéficier du fonds spécial mis en place par le Premier ministre. Le ministère des affaires étrangères a déjà conclu trois conventions avec les régions pour progresser dans le maillage territorial.

Le point d'entrée est l'ambassade, la chambre de commerce ou un opérateur. Des expériences sont en cours dans huit postes pour envisager une délégation de service public des missions de Business France à la chambre de commerce. Les retours sont positifs, mais nous ne pouvons pas encore en tirer des conclusions définitives.

Monsieur Grand, le programme 151 prévoit en effet une diminution de 4,7 millions d'euros de la dotation d'attribution des bourses. Mais nous tenons à maintenir la totalité des bourses ; ce sera chose faite grâce à un système de soulte. Nous voulons aussi valoriser le travail de nos agents qui exercent un travail d'assistance à l'égal d'une mairie - des milliers d'actes sont produits par les consulats - auprès des 2,5 millions de Français vivant à l'étranger, dont 1,7 million ont été enregistrés, et des 25 millions de touristes. Nous visons des gains de productivité, grâce à France-visas notamment, et voulons maintenir le plus de guichets possibles. Néanmoins, des postes sont tellement démunis qu'il serait peut-être préférable de les rattacher ailleurs. Je sais qu'un dialogue permanent a lieu entre notre ministère et les représentants des Français de l'étranger, y compris l'Assemblée des Français de l'étranger. Nous sommes dans une phase de modernisation tout en étant soucieux du service rendu aux Français. C'est à vous de nous dire si la limite est atteinte.

Enfin, Monsieur Temal, le service public doit être notre jauge. Donc, en fonction de tous ces services rendus au titre du programme 151, il faut renforcer le dialogue avec l'administration du Quai d'Orsay et la direction des Français à l'étranger, pour savoir quand le point de non-retour est atteint. Croyez bien que les ambassadeurs et les consuls généraux dans le monde sont très attentifs à vos observations, mesdames, messieurs les sénateurs, afin de les relayer auprès de l'administration. Globalement, les services des consulats fonctionnent bien, mieux parfois que certaines mairies frontalières.

(Interventions des parlementaires)

M. Maurice Gourdault-Montagne. - Monsieur le Gleut, je vous confirme que, par la soulte, nous arriverons à maintenir le niveau des bourses. De plus, nous voulons atteindre cet objectif fixé par le président de la République : multiplier par deux le nombre des élèves scolarisés, qui passeraient à 700.000, ainsi que celui des établissements du réseau. L'idée de ce grand défi est évidemment de faire en sorte que le maximum d'élèves français soient scolarisés dans ces établissements, mais aussi d'offrir de nombreuses places aux étrangers.

L'enjeu du plan pour développer la francophonie est l'enseignement du français et en français et repose sur l'AEFE. Un groupe de travail réfléchit actuellement au renouveau de celle-ci, pour qu'elle serve de prestataire de services sur le plan pédagogique en vue de créer de plus en plus d'établissements partenaires auxquels sera donnée ou non l'homologation. Dans la mesure du possible, pourrait être envisagée une homologation intermédiaire, du moins un accompagnement pédagogique préalablement à cette homologation. Néanmoins, nous sommes bien conscients que cela induit immédiatement la possibilité d'attribuer des bourses, dont les élèves français doivent être les bénéficiaires en priorité. Le président de la République rendra des conclusions dans le courant du trimestre et le ministre présentera un document-cadre comprenant un plan d'ensemble qui devrait nous permettre, d'ici à 2025, de parvenir à ce doublement.

Madame Perol-Dumont, vous avez raison de le rappeler, l'Agence française du développement n'est qu'un opérateur et ne doit en aucun cas se substituer à l'Etat qui en a la tutelle. Nous sommes très vigilants sur ce point. En revanche, la directrice générale du Trésor et moi-même nous entretenons régulièrement avec le directeur de l'Agence française pour le développement, qui est chargé de la mission importante de tenir la trajectoire de 0,55%. Nous formons de nombreux personnels de la direction générale de la mondialisation, qui travaillent ensuite à l'AFD. Nous voulons renforcer les échanges que nous avons établis, afin d'obtenir le maximum de fluidité entre notre ministère de tutelle et l'opérateur AFD.

Monsieur Cadic, le plan Ecole que nous avons élaboré s'est développé. Mais les créations concernent actuellement beaucoup plus d'écoles anglo-saxonnes, qui n'ont pas à suivre de critères particuliers. Les cessions constituent le seul financement de notre immobilier, qu'il s'agisse de la construction ou de la maintenance de notre parc à l'étranger. Depuis une dizaine d'années, nous avons débudgétisé l'immobilier. En 2018 ont été effectuées onze opérations de cession à l'étranger, pour un total de 30 millions d'euros. En 2019, le montant sera à peu près équivalent. Néanmoins, ce n'est pas suffisant compte tenu du programme qui est le nôtre.

C'est pourquoi nous avons été contraints de suspendre l'Institut français de Tokyo et la construction d'une nouvelle ambassade en Corée, pays émergeant important. Aucune ambassade ne figure cette année dans le programme de vente, à l'exception d'une ancienne résidence au Kenya. Nos futurs projets concernent le Canada, les Etats-Unis, la Hongrie, la Jamaïque, le Kenya, la Namibie, le Paraguay, le Soudan et la Tunisie. Pour cette dernière, il s'agit de la vente d'une villa située dans un parc sur lequel les cessions sont difficiles, car les lieux ont été affectés par des donations. Pour 2020, les prévisions sont inconnues à ce jour.

La situation est très délicate, car même si notre parc est important, les bijoux de famille ont été vendus : les biens cessibles et les marchés sont rares. Nous sommes en discussion permanente avec la direction du budget et la direction de l'immobilier de l'Etat. Pour les travaux de sécurité, nous avons placé une avance sur un compte d'affectation spéciale (CAS), remboursable d'ici à 2025 par des cessions qu'il va falloir trouver. Pour le moment, nous n'avons pas la ressource. Notre parc immobilier est estimé à 4 milliards d'euros, mais il comprend beaucoup de biens au Maghreb, en particulier en Algérie où le marché est inexistant. Il en est de même au Liban, dans la zone de la Bekaa où nous disposons d'affectations spéciales par autorisation du sultan ottoman de l'époque. Nous continuerons à vous faire part régulièrement des éléments d'information dont nous disposons, et solliciterons votre aide à ce sujet.

M. Christian Cambon, président. - Faisons attention aux réinstallations : de l'appartement trop grand à la petite maison dans laquelle notre représentant permanent à l'ONU doit recevoir beaucoup de monde, le compte n'y est pas tout à fait !

M. Maurice Gourdault-Montagne. - J'ai déjà entendu ces arguments...

Monsieur Bockel, sur l'évaluation des réductions déjà effectuées et des priorités qui nous sont fixées, nous travaillons en continu en vue de trouver la meilleure façon, avec les moyens dont nous disposons, de mener cette politique étrangère dans laquelle il y a un souffle qui passe. Pour le moment, grâce à l'esprit combatif et motivé des agents, nous sommes toujours parvenus à nos fins.

Monsieur Todeschini, nous allons continuer à travailler sur les OPEX et avons prévu dans le budget les sommes nécessaires. Nos engagements à l'égard des organisations internationales ne sont pas remis en cause et connaissent même une légère augmentation. Quant à notre réseau consulaire, nous attendons de voir le retour de nos ambassadeurs qui, en concertation avec les consuls, décideront de la conduite à tenir. On peut s'interroger sur l'utilité de certains postes à gestion simplifiée qui concernent une seule personne dépourvue de tout moyen de locomotion et de réception. L'impact de leur action est-il à la mesure de leurs efforts ? Nous essayons de faire au mieux et tirons les conséquences du retour des consultations réalisées par nos ambassadeurs dans le cadre de cette réforme.

Monsieur Devinaz, nous espérons bien qu'il n'existe aucune déconnexion entre les ambitions et les moyens diplomatiques. Au sein même du ministère, une concertation intense a lieu avec le ministre, via son cabinet, pour mener au mieux notre action. Nous n'en sommes pas encore au niveau plancher, mais à force de dire tous les ans que "nous sommes à l'os" alors que nous continuons à agir, nous ne sommes plus crédibles.

Monsieur Yung, faut-il modifier le réseau consulaire ? La question se posera nécessairement à un moment. J'ai aussi parlé du service à rendre aux Français, de notre mission de service public qui a été fixée dans le programme Action publique 2022. Nous allons aussi nous appuyer sur ce point d'appui pour nous adapter aux 25 millions de touristes français. En un an, 110.157 actes d'état civil ont été réalisés, dont 15.507 ont été dressés par les consulats, ce qui représente un travail considérable. À cela, il faut ajouter 684 changements de nom, 93.966 actes transcrits. Les Français de l'étranger attendent ce service ; à nous de voir, selon les

possibilités offertes, la meilleure manière de le rendre, car dans les grands pays où les Français sont nombreux, la demande est forte. Le dialogue que nous entretenons avec les élus, en particulier les sénateurs représentant les Français de l'étranger, est extrêmement utile pour fixer des priorités conjointement avec la représentation nationale.

Madame Conway-Mouret, je vous remercie de vos propos sur l'effort de modernisation constante du ministère des affaires étrangères. Vous y avez d'ailleurs pris votre part à l'époque. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères fait encore l'objet de clichés désuets - Rocher Ferrero, bien que sympathique, nous a fait beaucoup de tort... C'est pourquoi M. Le Drian est très soucieux de changer cette image. Nous sommes souvent méconnus, et parfois dépréciés. Je suppose que les sénateurs voient bien notre action sur le terrain. Néanmoins, nous avons formulé un certain nombre de propositions, qui ont été mentionnées par le ministre dans son discours de clôture de la Conférence des ambassadeurs. Nous allons organiser des cycles de conférences internes au Quai d'Orsay et créer un institut diplomatique et consulaire élargi, un peu sur le mode de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), afin de donner à des parlementaires, journalistes ou industriels, mais également à d'autres corps de l'Etat, une idée précise de l'exercice de la diplomatie. Quelques déplacements pourraient être organisés, tels que la participation à une session du Conseil de sécurité, à des négociations au sein de l'Union européenne ou à la préparation d'une visite présidentielle. Mesdames, Messieurs les Sénateurs, nous comptons sur vous pour nous aider !

Quant aux licenciements éventuels d'ADL qui peuvent être parties prenantes de notre action, ce n'est pas la voie que nous avons choisie. La transformation en ADL n'est pas toujours possible dans certains pays pour des raisons de sécurité, car ces personnels peuvent représenter des éléments de vulnérabilité au sein d'une ambassade. Sur ce point, nous demandons aux ambassadeurs de prendre la meilleure décision en fonction du contexte.

Madame Prunaud, nous avons fermé l'Institut français de Naplouse pour des raisons de sécurité, car la situation est extrêmement dégradée. En revanche, l'Institut de Ramallah, dans la bande de Gaza, fonctionne très bien. Le consulat général à Jérusalem ne sera pas affecté par ces mesures, car il fait partie de ces postes sensibles.

M. Pierre Laurent. - Le consulat travaille beaucoup pour les Français de Jérusalem.

M. Maurice Gourdault-Montagne. Je vous remercie de le souligner, Monsieur le Sénateur.

J'en viens à l'Unrwa : face au retrait américain, nous allons réfléchir aux moyens de nous engager plus fort dans cette institution fondamentale pour la survie des Palestiniens. Le ministre s'y est engagé devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Madame Jourda, je voulais évidemment parler de l'ambassade et non de l'agence. Il ne s'agit nullement de créer une institution ; il est seulement question de renforcer la capacité de l'ambassadeur à créer son équipe au sein de cette ambassade.

Monsieur Laurent, nous n'en sommes pas encore au stade de l'évaluation. Nous vous



transmettrons les résultats de tout le travail en cours, afin de rendre compatibles les moyens et les fins, notamment concernant les ETP qui passent en général leur vie à l'étranger, à la fois comme expatriés puis retraités locaux. J'y insiste, l'universalité est utile à notre démocratie./.

(Source : site Internet du Sénat)